

Discours intégral du 27 juin 2015 de A. Tsipras

Grecques et Grecs,

Depuis six mois, le gouvernement hellénique se bat dans des conditions d'asphyxie financière inouïes pour mettre en œuvre le mandat que vous lui avez confié à l'issue des élections du 25 janvier.

Un mandat qui nous enjoint de négocier avec nos partenaires pour mettre fin à l'austérité et faire en sorte que notre pays renoue avec la prospérité et la justice sociale.

Un mandat qui nous enjoint de parvenir à un accord viable, respectueux de la démocratie comme des règles de l'Union européenne, et qui permettra à la Grèce de sortir définitivement de la crise.

Tout au long de cette période de négociations, on nous a demandé d'appliquer les mémorandums qu'avaient signés les gouvernements précédents, mémorandums que le peuple grec a pourtant catégoriquement rejetés lors des dernières élections.

Mais nous n'avons pas un seul instant envisagé de céder.

De trahir – autrement dit – votre confiance.

Après cinq mois de dures négociations, nos partenaires ont malheureusement abouti, lors de l'Eurogroupe d'avant-hier [25 juin], à une proposition en forme d'ultimatum, un ultimatum adressé à la démocratie grecque et au peuple hellénique.

Un ultimatum qui contrevient aux principes fondateurs et aux valeurs fondamentales de l'Europe, de la construction européenne.

La proposition faite au gouvernement fait peser sur le peuple grec de nouvelles charges, intolérables, mine la société, sape tout espoir de reprise économique en perpétuant l'incertitude et en aggravant encore les inégalités.

La proposition des Institutions [UE, BCE, FMI] comprend des mesures conduisant à une dérégulation accrue du marché du travail, à des coupes dans les allocations de retraite, à de nouvelles réductions de salaires dans le secteur public ainsi qu'à une augmentation de la TVA sur les aliments, l'hôtellerie et le tourisme; les Institutions préconisent dans le même temps la suppression des exemptions fiscales pour la Grèce insulaire.

Ces propositions, qui portent directement atteinte aux acquis sociaux européens et aux droits fondamentaux – droit au travail, à l'égalité et à la dignité –, prouvent que certains de nos partenaires, que certaines de ces Institutions ne souhaitent pas parvenir à un accord viable, également profitable à toutes les parties, mais ont pour objectif d'humilier tout un peuple.

Ces propositions démontrent l'insistance mise – en particulier par le Fonds monétaire international – sur une politique d'austérité extrême et punitive.

Les puissances aujourd'hui à la tête de l'Europe doivent dès lors, et plus que jamais, se hisser à la hauteur des circonstances et prendre des initiatives qui mettront fin à la crise de la dette publique grecque, une crise qui affecte d'autres pays européens et menace le futur même de l'intégration européenne.

Grecques et Grecs,

Nous sommes aujourd'hui porteurs d'une responsabilité historique à l'égard des luttes menées et des sacrifices consentis par le peuple grec pour la protection de la démocratie et de notre souveraineté nationale; c'est notre responsabilité envers l'avenir de notre pays.

Cette responsabilité nous oblige à répondre à cet ultimatum en nous appuyant sur la volonté souveraine du peuple grec.

Au Conseil des ministres qui vient de se tenir, j'ai solennellement proposé l'organisation d'un référendum afin que le peuple grec puisse se prononcer souverainement.

Cette proposition a été adoptée à l'unanimité.

Demain [samedi 27 juin], l'Assemblée nationale se réunira en séance plénière extraordinaire afin d'entériner la proposition du Conseil des ministres en vue de la tenue, ce dimanche 5 juillet, d'un référendum à la faveur duquel les citoyens seront appelés à dire s'ils acceptent ou refusent la proposition faite par les Institutions.

J'ai déjà informé de ma décision le président de la République hellénique, mais aussi, par téléphone, le président de la République française, la chancelière de la République d'Allemagne et le président de la Banque centrale européenne; demain, j'adresserai un courrier officiel aux dirigeants de l'Union européenne et aux Institutions pour leur demander de prolonger le programme de quelques jours de sorte que le peuple grec puisse se prononcer librement, hors de toute pression et de tout chantage, conformément à la Constitution de notre pays et à la tradition démocratique européenne.

Grecques, Grecs,

Face à cette mise en demeure dont le but est de nous faire accepter une austérité extrême et humiliante, sans fin, sans perspective de redressement social et économique, je vous invite à vous prononcer souverainement, fièrement, comme l'histoire grecque vous y enjoint.

Répondons à l'autoritarisme et à l'austérité extrême par la démocratie, avec sérénité et détermination.

Que la Grèce, ce lieu qui a vu naître la démocratie, adresse une réponse démocratique retentissante à la communauté européenne, à la communauté internationale.

Je m'engage à respecter le résultat de votre choix démocratique, quel qu'il soit.

Je suis absolument sûr que votre décision fera honneur à l'histoire de notre patrie et sera un message de dignité adressé au monde.

En ces heures cruciales, nous devons tous nous rappeler que l'Europe est la maison commune de ses peuples. Que l'Europe ne se répartit pas entre des «propriétaires» et des «invités».

La Grèce est et demeurera une partie indissociable de l'Europe et l'Europe une partie indissociable de la Grèce.

Mais une Europe sans démocratie sera une Europe sans identité et sans boussole.

Je vous appelle tous et toutes, dans un même élan national, dans l'unité et la sérénité, à prendre les décisions que nous méritons.

Pour nous, pour les générations suivantes, pour l'histoire des Grecs.

Pour la souveraineté et la dignité de notre peuple.

(Traduction française par Dimitris Alexakis)